

Le Centre et les Vert'libéraux prétendent à un deuxième siège centriste au Conseil d'Etat. Il faudra convaincre au-delà de la base partisane pour espérer passer devant la droite

Seconde chance pour Xavier Magnin



MAUDE JAQUET

Conseil d'Etat ► En désignant Xavier Magnin comme candidat du Centre et des Vert'libéraux à l'élection complémentaire du 28 septembre, le bloc centriste a remis une pièce dans la machine politique de celui qui a longtemps porté les couleurs de Plan-les-Ouates. Président de l'Association des communes genevoises pendant trois ans, conseiller administratif depuis 2015 et jusqu'en juin passé, il avait à peine remisé le costume d'élue qu'on venait le solliciter pour cette nouvelle campagne, raconte le candidat déçu de 2023. Lors de cette première tentative pour l'exécutif cantonal, Xavier Magnin s'était résolu au retrait à l'entre-deux tours, devancé par sa collègue Delphine Bachmann, qui accédera, elle, au Conseil d'Etat.

Quelque deux ans plus tard, le Centre, qui a au passage pris ses distances avec l'Alliance genevoise d'alors – Centre, PLR, MCG et UDC –, s'estime légitime à prétendre à un second siège au Conseil d'Etat. «Je suis là pour défendre les valeurs de la droite et du centre-droit, des valeurs libérales et économiques. Sans ma candidature, toute une frange de la population n'aurait pas été représentée dans cette élection. Le centre-droit représente jusqu'à 50% des électeurs», explique le candidat. Plutôt 42% à en croire les résultats au Grand Conseil de 2023, si l'on ajoute aux suffrages recueillis par le Centre (près de 8%) ceux du PLR (19%), de Libertés et justice sociale (8,5%) et des Vert'libéraux (6,6%). Trois entités qui n'ont pas souhaité lancer leur propre candidat; une seule, la dernière, s'est ralliée à la candidature de Xavier Magnin.

Résolument libéral

Même si le Parti libéral-radical soutient le candidat UDC Lionel Dugerdil, le bloc centriste espère bien faire du pied à son électeur et notamment aux milieux économiques. Il peut compter pour ça sur des thèmes de campagne qui ont fait le succès, pendant



La campagne de Xavier Magnin met en exergue «trois thèmes transversaux»: la croissance, principalement économique; le développement, notamment urbanistique; et l'ouverture, Grand Genève en tête. JPDS

de nombreuses années, de feu l'Entente. La campagne de Xavier Magnin met en exergue «trois thèmes transversaux»: la croissance, principalement économique; le développement, notamment urbanistique; et l'ouverture, Grand Genève en tête.

Tout lui sied

«Il faut mettre en place des conditions propices à l'économie pour maintenir à Genève cette qualité de vie. Cela passe par la défense des accords bilatéraux par exemple et le

«Il faut construire pour la classe moyenne et rendre possible l'accès à la propriété»

Xavier Magnin

soutien à l'emploi, car l'on sait qu'il manquera dans les dix ans quelque 400 000 employés en Suisse», décrit le centriste. Qui défend également la poursuite d'une politique proactive du logement: «On doit loger les habitants de Genève mais aussi ceux qui souhaitent y revenir. Il faut construire pour la classe moyenne et rendre possible l'accès à la propriété.» Et ce en s'inscrivant dans les réalités du Grand Genève, loin des logiques de repli sur soi prônées par l'extrême droite.

Dommage pour celui qui s'est occupé pendant dix ans de l'économie à Plan-les-Ouates, Delphine Bachmann n'a en rien laissé présager d'une volonté de quitter son dicastère dédié. Pas de problème pour Xavier Magnin, qui se verrait tout à fait reprendre la tête du Département du territoire laissé vacant, fort notamment de son expérience sur les grands projets de développement qui ont occupé sa commune, comme les Cherpines ou le quartier de la Chapelle-les-Sciers. Cet en-

fant de maraîcher a des cartes à jouer également en matière d'agriculture. Enfin, «des questions d'énergie me parlent aussi: Plan-les-Ouates a vu l'arrivée des réseaux structurants et a été l'une des premières communes à s'équiper d'un chauffage à distance», souligne l'ancien maire.

Touche-à-tout, Xavier Magnin ne dépareillerait pas non plus au Département de l'instruction publique puisqu'il est formé comme enseignant de sport et est actuellement engagé comme directeur d'établissement à l'Office médico-pédagogique. Un poste qu'il lâcherait en cas d'élection. Avec regret, alors qu'il avait annoncé vouloir réinvestir sa vie professionnelle? «Le défi est passionnant. Mais pour être épousé, il faut réussir à faire évoluer les choses vers plus d'efficacité. Que les deniers publics soient mieux utilisés pour renforcer les prestations. Occuper ce poste m'a permis de constater de manière rapprochée le fonctionnement de l'Etat, c'était très instructif.»

Last but not least, le Département de la cohésion sociale, avec ses déclinaisons sportives et culturelles, fait aussi de l'œil à cet amoureux du ballon rond et de la petite reine, autrefois travailleur social. Qui confie: «Ma seule frustration à Plan-les-Ouates, c'est de ne jamais avoir été en charge des sports. Au niveau du canton, il y a une vraie carte à jouer dans ce domaine. Thierry Apothéloz se réjouit d'avoir réintégré le canton dans les financements de la culture, mais on ne parle toujours que de 11 millions. Dans le sport, c'est encore pire.»

Un député en retrait?

Voilà pour les aspirations. Dans cette débauche de casquettes, on en oublierait presque que le centriste a aussi siégé comme député pendant près de quatre ans, d'abord comme suppléant puis comme titulaire dès novembre 2022. Un rôle qu'il a lâché en août de l'année passée et qu'il reconnaît n'avoir pas pu investir pleinement considérant ses responsabilités à Plan-les-Ouates. «J'ai trouvé mon mandat de député passionnant. Il m'a permis d'avoir une vision complète des enjeux cantonaux. Même s'il faut beaucoup de temps, bien plus que dans les communes, pour arriver à des décisions fortes.»

UNE CARRIÈRE COMMUNALE SALUÉE

La longue carrière politique de Xavier Magnin lui aura valu de travailler à tous les échelons et avec tous les fronts politiques. Dans le costume du conseiller administratif de Plan-les-Ouates, on lui reconnaît un grand investissement, y compris dans les champs du social et de la culture. «Il a fait beaucoup pour tout ce qui concerne la jeunesse et les enfants, par exemple en les sensibilisant au fonctionnement de la démocratie», souligne la conseillère municipale socialiste Nathalie Rüegger. Dynamique, il l'a été aussi pour créer des liens entre les élèves et les nombreuses entreprises de Plan-les-Ouates. «On peut se retrouver sur certains objectifs, même si on ne les aborde pas forcément de la même manière. Mais c'est quelqu'un avec qui on peut discuter, très proactif. Ce qui implique parfois qu'il n'aime pas trop être contrarié dans ses idées», relève l'élu municipale.

Travaillleur, c'est aussi le souvenir qu'il a laissé à l'Association des communes genevoises (ACG), qu'il a présidée. Karine Bruchez, ancienne maire d'Hermance qui occupe actuellement la même fonction, loue son implication, «loin de la recherche de la couverture médiatique». L'élu

se rappelle du combat mené contre le Conseil d'Etat sur le projet de loi dit d'écritage. Que Xavier Magnin veuille maintenant intégrer l'instance contre laquelle il s'est tant dressé, cela l'étonne-t-elle? «Non, il faut avoir les épaules pour un tel poste, et je pense qu'il les a. Et s'il devait être élu, je rappellerai s'il le faut à son bon souvenir qu'il a été magistrat communal, pique l'Hermannoise. Son avantage par rapport à d'autres, comme Thierry Apothéloz [qui a également intégré le Conseil d'Etat après avoir été président de l'ACG], est qu'il a aussi été député.» Ses années de députation s'avèrent néanmoins peu fournies. Il a certes présidé, relativement brièvement, la commission de l'enseignement. Sans avoir laissé de texte majeur derrière lui. «Je ne me rappelle pas d'un projet particulier qu'il ait porté. Il est plutôt consensuel», commente le député socialiste Romain de Sainte Marie. Xavier Magnin serait-il un homme d'exécutif plutôt que de parlement? «Je ne doute pas qu'il serait un bon gestionnaire de département, mais je préfère des personnalités aux lignes politiques plus marquées», note le député. MJT

Finie la grande alliance, il y aura primaire à droite

La candidature de Xavier Magnin signe l'avènement, dans la continuité des Municipales 2025, de l'alliance entre le Centre et les Vert'libéraux. Par la même, elle avale l'éloignement avec le Parti libéral-radical, qui soutient pour le premier tour le candidat UDC. Un rapprochement qui a tout d'une ligne rouge: pour les élections 2023, le Centre l'avait franchie – mais semble en être revenu –, tandis qu'il n'en a jamais été question pour les Vert'libéraux. «Nous souhaitons une politique fiscale attractive et partageons une politique économique avec certains partis de droite, mais la grande alliance n'était pas une

option pour nous. Sur des questions comme l'Etat policier ou la Genève internationale, nous ne sommes pas du tout alignés [avec l'extrême droite]», contextualise le président des Vert'libéraux, Aurélien Barakat. Le pari d'un deuxième siège au Centre reste entièrement soumis au fait qu'une partie de l'électorat PLR partage cette vision. Sans quoi les deux formations, qui comptabilisent à elles deux à peine 15% des votes recueillis aux législatives 2023 – soit moitié moins que le cumul des suffrages PLR et UDC –, pourraient faire chou blanc dans ce premier tour, lequel a tout d'une primaire à droite.

Xavier Magnin et Lionel Dugerdil avaient été au coude à coude au premier tour de 2023

Xavier Magnin devra donc convaincre face notamment à Lionel Dugerdil (UDC), qui comme lui tente sa chance pour la seconde fois. Les deux hommes avaient été au coude à coude au premier tour de 2023. Malgré l'alliance de la droite, le député UDC qui s'était maintenu par la suite n'avait pourtant pas atteint les sept places convoitées, n'ayant de fait pas fait le plein de voix à droite. Un scénario que les partis centristes gagneraient à voir se répéter.

Mais les Vert'libéraux, qui ont enfin fait leur entrée dans certains parlements municipaux ce prin-

temps, ne rêvaient-ils pas de surfer sur la vague en portant un candidat à leurs couleurs? «Nous n'avons pas à ce jour de députation, et cela nous semblait difficile de placer un magistrat qui n'aurait que deux ans et demi pour faire ses preuves, sans groupe au parlement. Mais notre soutien offre une vraie légitimité à la concrétisation d'un deuxième siège au centre de l'échiquier politique», estime Aurélien Barakat. Et de souligner l'adéquation de la candidature choisie avec les lignes fortes du parti en termes notamment de durabilité et de transition énergétique.